



mers des Maldives Un sanctuaire de requins en sursis

V.DC

Au large de l'île de Fulidhoo, dans l'atoll de Vaavu, le bruit du moteur du hors-bord suffit à attirer les requins. De la nourriture leur est jetée, puis les touristes plongent dans la mer bleue marine. Sous l'eau, ils évoluent au milieu d'une trentaine de requins-nourrices, certains longs de trois mètres, qui les frôlent dans une danse harmonieuse et circulaire. L'expérience est grandiose.

L'observation des requins est une attraction touristique depuis que les Maldives en ont interdit la pêche, en 2010, convertissant une zone de 90.000 km² en sanctuaire pour l'espèce. « Les requins jouent un rôle important dans l'équilibre des écosystèmes océaniques et nous sommes fiers d'être le premier pays de l'océan Indien à avoir converti nos mers en sanctuaire pour requins », commente Hussain Rasheed Hassan, ministre des Pêcheries et des ressources marines.

« Néanmoins, les requins n'ont pas proliféré », alerte Khadeeja Ali. Cette

experte au Maldives Marine Research Institute s'apprête à publier la première recherche importante à ce sujet. « Les groupes varient en fonction des atolls et des espèces. Cependant, en dix ans et à l'échelle des Maldives, la population n'a pas augmenté. » Un résultat décevant que certains observateurs pressentaient en raison de l'impact du développement.

« L'habitat des requins est progressivement détruit », estime Azim Mushtag, écologiste marin au Land and Marine Environment Resource Group. « Ils se reproduisent lentement. Et peuvent être attrapés accidentellement par les pêcheurs, ou être victimes d'un commerce illégal. » En 2021, un lot de 420 kilos d'aïlerons a été intercepté par les douanes maldiviennes. Ce trafic reste l'une des raisons majeures du déclin mondial des requins, avec 73 à 10 millions d'entre eux tués chaque année. Et dans les magasins de Malé, la capitale, les pendentifis en dents de requin ne sont pas rares. « Nous achetons les dents aux pêcheurs », admet un vendeur.

Il y a deux ans, les autorités ont évoqué la possibilité de lever l'interdiction de la pêche aux requins, essayant les foudres des environnementalistes. A la clé sont les nuisances présumées du squal. Pourtant, au grand large, « les pêcheurs de thon ont appris à vivre avec eux et à les protéger », assure Shafin Ahmed, à la tête de Big Fish, première pêcherie de thon jaune des Maldives, dans l'île d'Himmafushi. Dauphins et requins sont les alliés des pêcheurs, car ils aident à localiser les thons et à les faire remonter à la surface. »

De tradition millénaire, le prospère secteur de la pêche représente 95 % des exportations physiques des Maldives. Le filet est interdit et les prises se font une à une. « Notre pêche au thon à l'appât vivant, à la ligne et à la canne, est la plus viable, écologique et socialement bénéfique au monde », souligne Hussain Rasheed Hassan. « Les requins réussissent parfois à attraper nos prises, mais ces incidents sont mineurs », ajoute le capitaine Athif Mossa, qui s'apprête à partir en mer avec ses hommes.

Une présence conflictuelle

Pour les pêcheurs des récifs, la présence des requins, qui tuent leurs poissons, est plus conflictuelle. Une étude publiée par l'Ecole des sciences environnementales et naturelles de l'Université de Newcastle, en Australie, a suggéré l'idée de les compenser financièrement. Ces pêcheurs sont par ailleurs handicapés par le tourisme, en raison de l'interdiction de toute activité, sur 700 m autour des îles-hôtels. « Et il y a de moins en moins de poissons », lâche le pêcheur Abdullah Ahmed. « Les travaux de remblayage des îles détruisent les récifs et les coraux. »

Mais les requins font la joie des touristes. A la nuit tombée, dans l'île de Fulidhoo, les magnifiques créatures, escortées par un ballet de raies manta, glissent le long du rivage. Fascinés, des touristes s'avancent et leur jettent de la nourriture ; l'un d'entre eux tente même de « caresser » un requin. « Autrefois, jamais les requins ne s'aventuraient ici », dit le pêcheur Naseer Ali, qui observe la scène depuis la jetée. « Mais, durant la pandémie, il n'y a plus eu de touristes pour les nourrir en mer. Alors, ils sont venus chercher à manger près de la plage et ont gardé cette habitude. »

Prédateurs des océans, les requins ont survécu durant 420 millions d'années et s'adaptent aujourd'hui à un environnement perturbé. « Ils vivent normalement au fond des océans », rappelle Azim Mushtag. « Des accidents avec les hommes restent possibles. Les activités touristiques ont modifié leur comportement. Quand les bateaux des hôtels jettent les déchets organiques au large, les requins reviennent à l'heure exacte et au lieu du passage. Tout cela crée une dépendance à l'homme et c'est préoccupant. »



rsée première ville flottante au monde

bateau de Malé. Pour le protéger des vagues et des courants, Dutch Docklands construira, par remblayage, un rempart circulaire de petites îles. Dans la foulée, le projet se veut une réponse à la crise du logement dans la capitale surpeuplée, et proposera des studios à un prix plafonné de 100.000 dollars.

« Un projet hybride »

Construite par l'entreprise Bison Maldives, une plateforme témoin comportant quatre structures vient d'être remorquée au large de Malé. Avec plus de six mois de retard « en raison des pluies exceptionnelles », nous dit-on, pour ce projet d'adaptation au dérèglement climatique. Les maisonnettes meublées ressemblent à du préfabriqué de couleurs vives. Quant à la « technologie néerlandaise » de la plateforme, elle ne sera introduite que lors du vrai chantier.

« Le principe d'une ville flottante est une bonne idée, à l'heure où le gouvernement privilégie exclusivement le remblayage pour agrandir et créer des îles,

ce qui détruit l'environnement », commente Ibrahim Mohamed, consultant environnemental. « Vivre sur l'eau, comme le font déjà certains hôtels sur pilotis, est une option à explorer. La MFC est néanmoins un projet hybride, puisqu'un remblayage partiel est prévu. »

« Les solutions vertes sont un gigantesque marché. Chaque semaine, des millions nous appellent pour investir des millions dans notre cité flottante », fanfaronne Paul Van de Camp. Mais les lignes de son projet, oscillant entre finalités touristique et sociale, sont peu claires. Quant aux détails, il s'agit d'informations « confidentielles ». Etudes et tests réalisés, technologies utilisées, maquette et site de construction ne sont pas communiqués. « Nous avons tout étudié et rien ne peut aller de travers », assure Paul Van de Camp, qui avance par ailleurs avoir signé un protocole d'accord avec les Nations unies, lui aussi confidentiel.

« Pourquoi n'y a-t-il pas eu de consul-

tations locales ? Ou sont les études réalisées ? Quelle est l'expertise avancée ? Qui est exactement Dutch Docklands ? », s'interroge Sara Naseem, de l'ONG Transparency Maldives. « Tout est extrêmement opaque. » Les détails des constructions déjà réalisées par Dutch Docklands, « premier promoteur mondial de villes flottantes », sont laissés dans le flou. Sur la Toile et les réseaux sociaux, il existe peu d'informations vérifiables sur l'entreprise. Le projet de la MFC n'en a pas moins été valorisé sur la scène internationale, notamment aux Etats-Unis via l'émission de James Cordon ou les conférences « Ted Talks ». « En avançant des faits totalement faux », assure Sara Naseem.

Une évolution erratique

Enfin, l'évolution du concept est erratique. Dès 2010, l'idée est portée par l'ancien président Mohamed Nasheed, champion des projets innovants en matière de lutte contre le climat. Un accord

est signé avec Dutch Docklands, puis le projet s'interrompt à la démission du président, en 2012. Entre-temps, l'entreprise s'est vu octroyer cinq lagons, dont certains sans frais d'acquisition. Deux d'entre eux ont été revendus à des promoteurs pour plusieurs millions de dollars, d'après nos sources. Dutch Docklands a aussi flirté un temps avec le projet d'un golf flottant ou de villas destinées à des milliardaires.

En juin 2022, un accord de « tourisme intégré » est signé avec le gouvernement pour développer la ville flottante. Un ministre accuse alors l'ancien président de soutenir une « énorme escroquerie » à travers ce projet. Trois ministres ont refusé de commenter, de même que Paul Van de Camp, interrogé quant à lui au sujet des lagons. La cité flottante est-elle un véritable projet écologique ou une opération immobilière sous couvert de marketing vert ? « La construction sera achevée dans cinq ans, assure le Néerlandais. L'avenir nous jugera. »